

## **Vote Front National 1984-2002, Géographies et interprétations successives : une équation politique**

**Pascal BULÉON**

UMR 6590 CNRS

Université de Caen

avec la collaboration de

**Jérôme FOURQUET**

UMR 6590 CNRS

Point final d'une élection qui est sortie des rails, le second tour de l'élection présidentielle de 2002 nous laisse une carte de la France qui n'en finit pas d'étonner, d'étonner avec inquiétude. On y voit Jean-Marie Le Pen au second tour qui a provoqué le vote républicain massif pour Jacques Chirac à 80 %, certes largement battu ... mais qui n'a reculé en voix que dans deux départements : le Bas-Rhin et la Haute-Savoie. Il progresse dans tous les autres départements et cette progression dépasse même les 24 000 voix dans le Var, les Bouches-du-Rhône, le Nord et le Pas-de-Calais.

En 1974, J.M. Le Pen avait obtenu 0,8 % des suffrages. Après une progression quasi ininterrompue depuis les élections européennes de 1984, après l'effondrement qui suivit la scission Mégret de 1998/1999 qui ne fut qu'une brève éclipse, 2002 marque une apothéose, amplifiée par la signification politique de la présence au second tour. Tout est en place pour de nouveaux bons résultats électoraux pour le FN dès les Régionales de 2004.

De la percée de 1984 à l'élection présidentielle de 2002, les géographies et les ressorts du vote Le Pen se sont modifiés, leurs interprétations aussi.

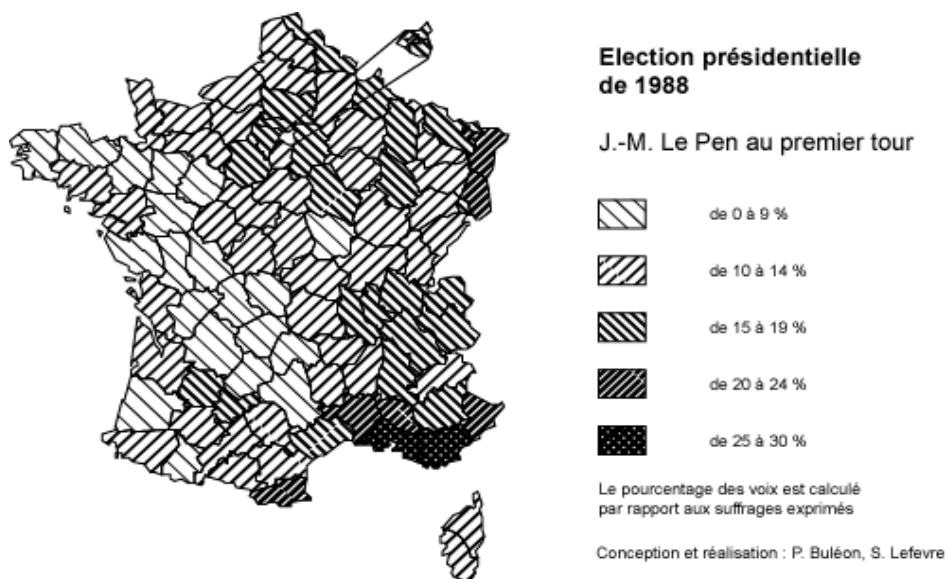
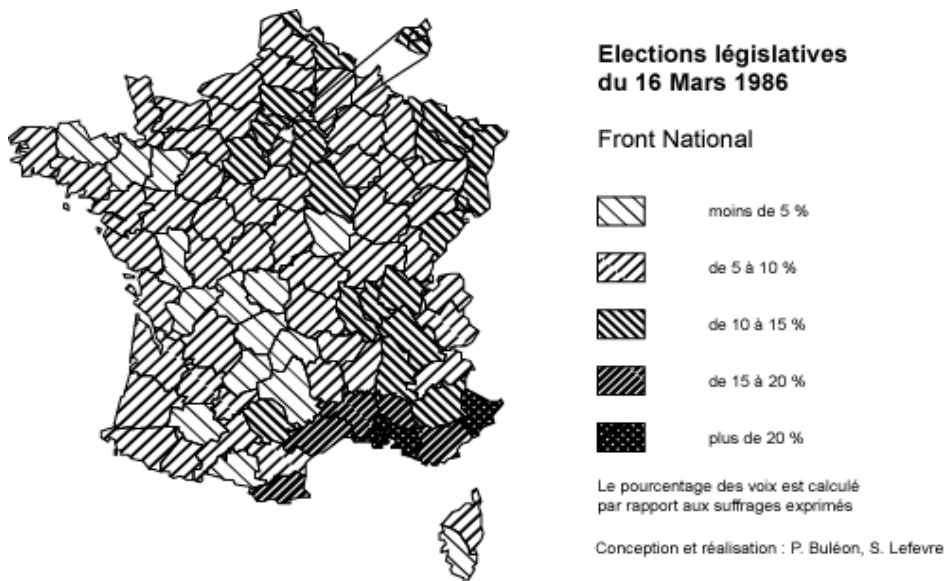
### **Retour sur une progression politique et une diffusion spatiale**

Depuis les débuts de la V<sup>e</sup> République, l'Extrême Droite était électoralement marginalisée. Le contexte des années 1980 permet sa réémergence. L'élection locale de Dreux et sa médiatisation importante, disproportionnée et donc excessive, la propulse sur le devant de la scène et les élections européennes de 1984 lui font passer pour la première fois la barre des 10 % (11 % des exprimés). Les Législatives qui suivent, en 1986, seules du genre à la proportionnelle, en même temps que des Régionales, accordent au FN 9,6 %. Ces 9,6 % pèsent déjà plus lourd, compte tenu de la participation, que les 11 % des Européennes.

Comme toute expression politique, le vote FN dès ses débuts a des racines dans la situation politique du moment et dans la situation d'électeurs qui les pousse à ce vote. La conjoncture politique est celle d'une alternance à Gauche pour la première fois depuis le début de la V<sup>e</sup> République et d'une désaffection à l'égard de la Droite traditionnelle dans le rôle d'opposition. C'est aussi dès ce moment la levée d'un tabou sur l'expression politique de la xénophobie et la désignation de boucs émissaires. La xénophobie plus ou moins affirmée,

partagée par des électors très différents, mauvaise gale toujours dormante dans le conscient et l'inconscient des populations, « l'autre » dangereux, se hisse à une place plus en vue et devient dicible pour une fraction significative de la population. Ces boucs émissaires servent d'exutoire à une inquiétude devant un chômage endémique et des situations économiques menacées dans plusieurs secteurs, en particulier l'industrie où les restructurations se succèdent, avec une absence de résultats des politiques économiques des différents gouvernements.

La géographie du vote FN est alors déjà très typée :



On lit une nette partition Est-Ouest selon une ligne Le Havre – Saint-Etienne – Perpignan, et à une autre échelle, une partition entre grandes agglomérations de cette partie Est et le reste du territoire. Le littoral de la Méditerranée et l'Alsace ressortent un peu plus.

Dès le début, le vote Le Pen est composite. Par nature vote populiste, protestataire, exutoire, il prospère sur des terreaux et des populations différents, mais l'important ici sont les seuils franchis et l'inflexion de ses composantes, tant politiques que sociales. Pour l'essentiel, dans les années 1980, tout au long du premier septennat Mitterrand, de la première alternance de 1986 et au début de second septennat Mitterrand, l'appréciation de Nonna Mayer<sup>1</sup> du moment est juste « La France qui vote FN, la plus réceptive aux thèmes sécuritaires et xénophobes est celle des grandes métropoles où se concentre la main-d'œuvre immigrée, dont l'urbanisation trop rapide a détruit le tissu social et fait progresser la délinquance. Nombre d'études ont mis en lumière les corrélations entre le vote FN et le taux d'urbanisation, le taux d'insécurité, la proportion d'étrangers ou encore celle des rapatriés dans la population ». Elle y oppose à la suite de Pascal Perrineau<sup>2</sup> « les terres éloignées des bruits et des fureurs urbaines et qui s'égrènent des Monts d'Arrée aux Cévennes, où la démonologie du FN construite autour des figures de l'immigré et du délinquant ne rencontre qu'un écho assourdi ». Une France urbaine gangrenée par une idéologie d'Extrême Droite, laquelle aurait moins de prise sur la France urbanisée. Partiellement vrai, même dans les années 1980.

Vrai dans la mesure où ces parties les plus urbanisées du territoire portent dans beaucoup de cas la croissance du Front National de 1984 jusqu'à 1997-1998. Corrigé par des modèles politiques régionaux où il prospère mieux, ainsi en Alsace, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en Roussillon – ici la composante idéologique des rapatriés est décisive –, où au contraire il est minoré dans tout l'Ouest et le Sud-Ouest, hormis la vallée de la Garonne.

Partiellement inexact dès lors que l'on quitte l'échelle départementale. Dès les années 1980, Marie-Claire Bernard et Pierre Carrière<sup>3</sup> avaient mis en évidence en Languedoc-Roussillon que ce n'était pas dans les quartiers ou communes où vivaient des populations immigrées que le vote FN était le plus fort mais dans des quartiers et communes à proximité, souvent habités de déracinés de l'intérieur de la France. La peur au travers du fantasme y prospérait ainsi que la perte d'autres repères et entraînaient des votes vers le Front National. Ce phénomène a ensuite été observé de nombreuses fois en particulier par les travaux menés par Béatrice Giblin<sup>4</sup>. De même à ses débuts, le FN a effectué quelques percées dans quelques beaux quartiers urbains (XVI<sup>e</sup> parisien par exemple) avant d'y régresser quand il progressait partout ailleurs.

Lecture socio-spatiale non adaptée également pour la moitié de la France où le FN est systématiquement en dessous de ses scores nationaux. Dans l'Ouest, bien plus tard que les années 1980, jusqu'en 1997, les villes ne sont pas du tout des points d'ancrage du FN. Encore aux Municipales de 1995, la quasi totalité des principales villes lui accordait moins de 6 %. Au fur et à mesure des années 1990, des quartiers de grands ensembles vont

<sup>1</sup> Nonna Mayer, *Ces français qui votent FN*, Flammarion, Paris, 1999.

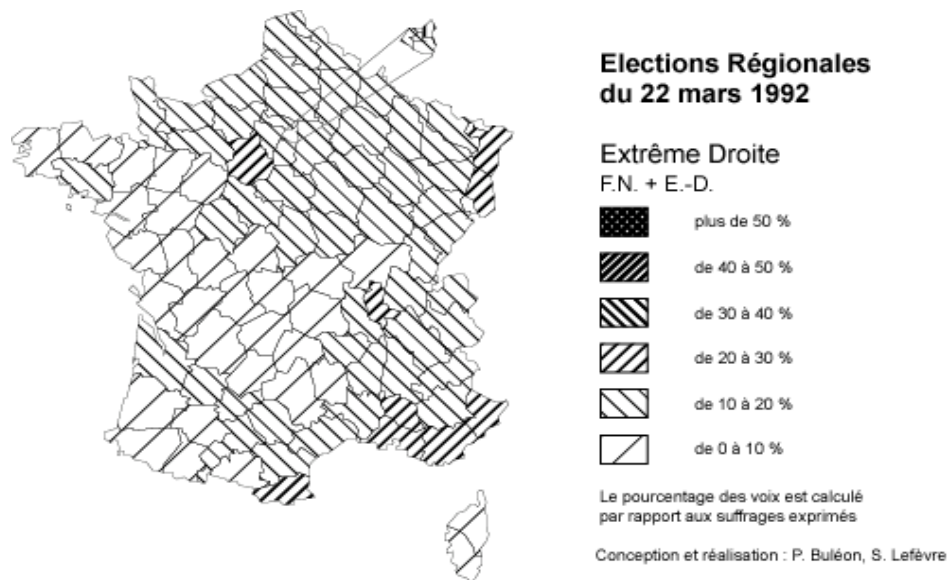
<sup>2</sup> Pascal Perrineau, *Le symptôme Le Pen, Radiographie des électeurs du FN*, Fayard, Paris, 1998.

<sup>3</sup> M.C Bernard et P. Carrière, « Comportements électoraux en Languedoc-Roussillon », in *Géographie Sociale*, n° 6, PUC, 1988.

<sup>4</sup> B. Giblin, *Le Front National en France*, travaux colloque, Paris, 1998.

progressivement lui accorder de meilleurs scores, mais les villes dans leur ensemble demeure en dessous des scores départementaux, eux-mêmes en net retrait sur le résultat national.

Toutes les élections des années 1990 jusqu'à l'explosion du FN vont être marquées par une nouvelle progression. Cette progression alterne ses terrains sociologiques et géographiques, mais elle conserve quasiment tout le temps ce qu'elle a acquis.



Les premières élections importantes du début du second septennat de Mitterrand, arrivent quatre ans après les Présidentielles, en 1992. Lors de ces Régionales, le contexte politique et le système de vote poussent à l'expression des protestations. Les Ecologistes et le Front National en tirent avantage. Désenchantements, doutes, quatre ans après 1988, inquiétudes et frustrations tirent vers le vote FN des couches d'électeurs qui n'y étaient pas venus auparavant. Il atteint 13,9 % rejoignant dans des élections plus locales le score de Le Pen de 1988. La modification est d'importance, ce jeu d'escalier ne va cesser de se confirmer toute la décennie 1990. Le score personnel de Le Pen franchit lors des Présidentielles un nouveau cran, puis le Parti Socialiste et des candidats locaux le rattrapent lors d'élections législatives, régionales ou locales.

Ainsi, l'année d'après, en 1993, le FN n'effectue pas de percée spectaculaire, lors du raz-de-marée à Droite aux Législatives, mais il s'ancre durablement dans le paysage politique français. 12,5 %, trois points de plus que 1988 et 1986, 3,1 millions de voix. Durablement, avec un matelas de 2 à 3 millions de voix, des pointes à 4 millions, ce n'est pas seulement un vote Le Pen, d'humeur ponctuelle, c'est un vote pour un parti.

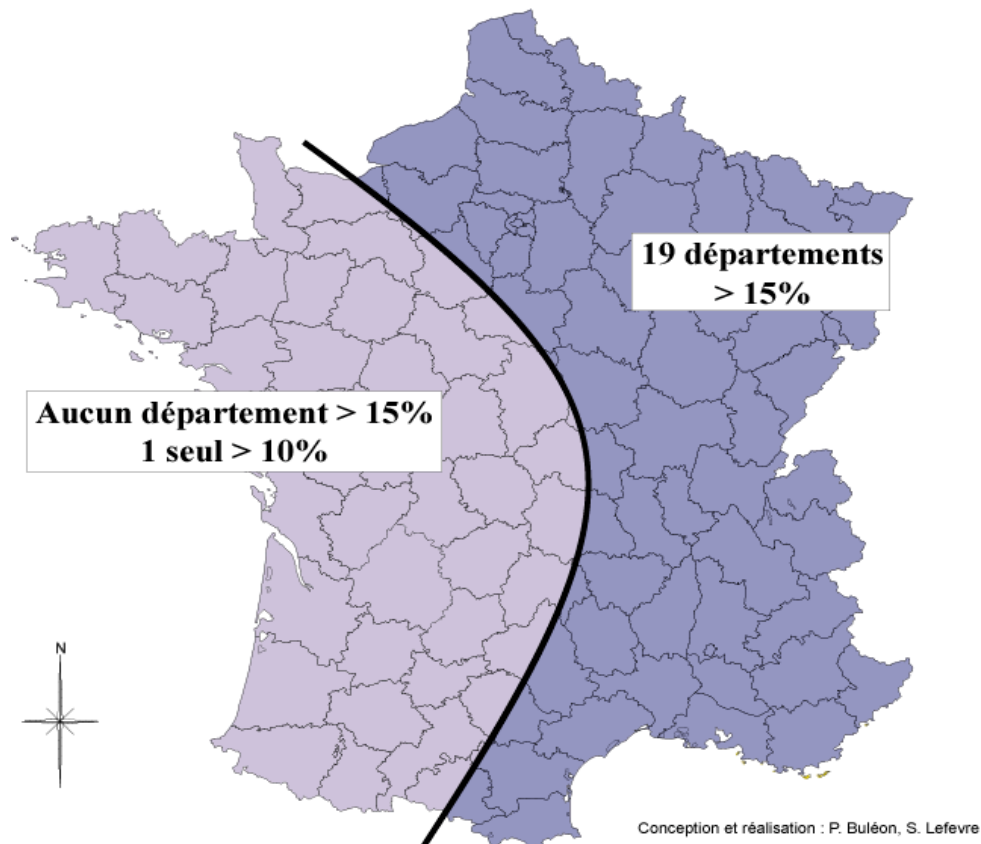
## L'inflexion géographique et sociologique de 1995

Le nouveau « meilleur score » de Le Pen de 1995 avec 4 500 000 voix et 15 % des exprimés marque une évolution géographique et sociologique.

La structure des zones de forces nationale ne se modifie pas, mais tout le niveau d'ensemble est déplacé vers le haut et les niveaux minimum, dans les zones où il était encore faible, montent. Cette tendance va se poursuivre, excepté la parenthèse de la scission, jusqu'à 2002. Ainsi dès 1997, ses résultats dans les zones les moins favorables (l'Ouest par exemple) équivalent aux résultats qu'il obtenait sur ses meilleurs terrains du début des années 1990 ... et tout cela est tiré encore à la hausse aux Présidentielles de 2002.

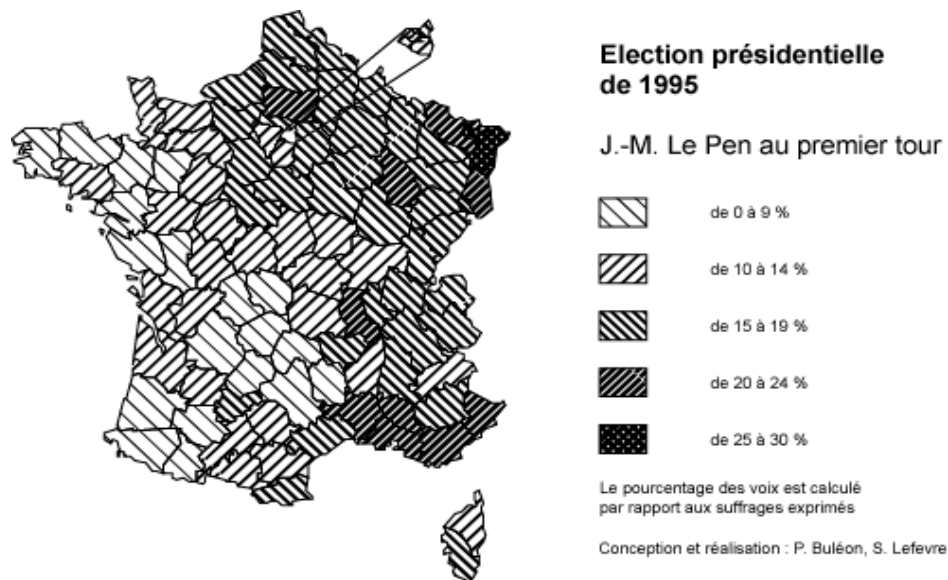
En 1993, on avait toujours cette coupure Est/Ouest de la France, à l'Ouest aucun département ne dépassant 15 %.

### LE FRONT NATIONAL ET L'OUEST EN 1993



En 1995, la structure Est/Ouest est toujours là, mais la partie Est est bien au-dessus de ses 15 % et la partie Ouest devient poreuse et ses planchers remontent.

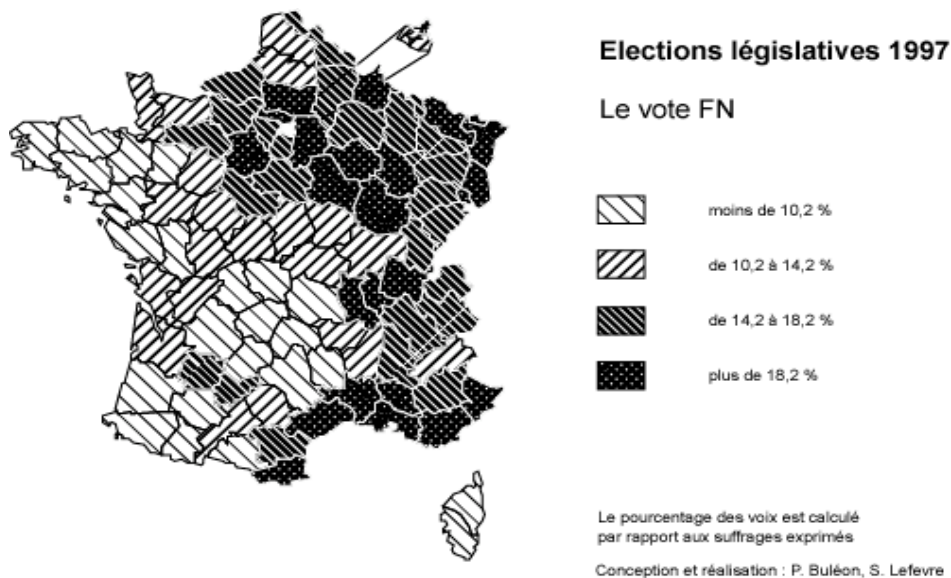
Si la diffusion géographique s'est réalisée, c'est bien sûr que la base sociologique s'élargit. Très tout-terrain et composite dès le début, il accentue néanmoins quelques caractéristiques.



C'est en 1995 qu'il gagne des couches populaires et ouvrières. Chez les ouvriers, Le Pen passe en score moyen de 17 à 24 %, c'est sa plus forte progression. On avait déjà vu des fractions d'électorat populaire touchées très durement par les difficultés économiques, glisser partiellement vers le FN les années antérieures. Le phénomène s'étend. Nonna Mayer le nomme l'ouvriero-lepénisme pour le distinguer de l'électorat venu de la Droite classique et d'autres catégories sociales. Il conserve sa dimension tout terrain social : Le Pen n'obtient jamais en dessous de 10 % dans toutes les PCS, jamais en dessous de 14 %, si on sort les agriculteurs, et progresse dans toutes de façon marquée en 1995, puis dans le même fil en 1997 et 1998.

Il progresse particulièrement chez les agriculteurs où il était le plus faible (10 %), contenu par la Droite traditionnelle et chez les ouvriers où il était déjà le plus fort (21 %). L'étalement est géographique et social.

Les Législatives de 1997 et les Régionales de 1998 vont voir cet étalement se poursuivre. L'explosion du Front National en 1998/1999 laisse penser que le ressort s'est cassé. La rétraction est forte : 9 % pour le FN et le MNR, les Municipales le voient considérablement affaibli également.



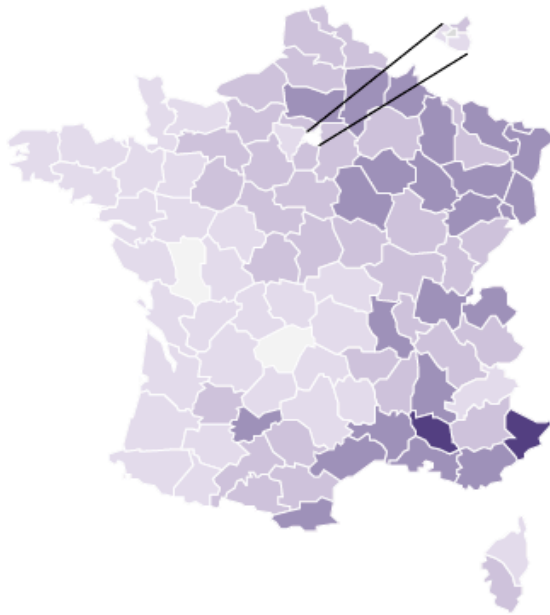
## 2002, retournement géographique : la vive progression dans les confins froids

La Présidentielle de 2002 montre qu'il n'en est rien. Le « meilleur score » de Le Pen en 1995 est encore amélioré de 200 000 voix et de 800 000 si on y ajoute celui de Mégret. Il dépasse les 19 % dans 33 départements, se situe entre 16 et 19 % dans 21 autres et son résultat le moins élevé approche les 10 % (9 % en Corrèze). Il arrive en tête dans 35 départements. Cela, conjointement au mauvais résultat de Jospin, conduit à l'incroyable second tour que l'on sait.

Reprenons la géographie de ce vote Le Pen 2002. Apparemment, lu à l'échelle départementale, elle n'a pas fondamentalement changé depuis 1995, c'est-à-dire depuis le début des années 1990 : une plus grande influence à l'Est de cette ligne approximative Le Havre – Saint-Etienne – Perpignan, plus faible à l'Ouest, en Auvergne et dans le Sud-Ouest.

Parmi les départements de meilleurs scores, on relève, comme en 1995, tout le quart Nord-Est (Moselle – Bas-Rhin – Haut-Rhin) puis l'Ain, le Rhône et la Loire, plus au sud tout le pourtour de la Méditerranée, des Alpes Maritimes (le plus élevé avec 26 %) aux Pyrénées Orientales, et une coulée jusqu'au Tarn-et-Garonne.





**Election présidentielle  
du 21 avril 2002**

**J.M. Le Pen au premier tour**

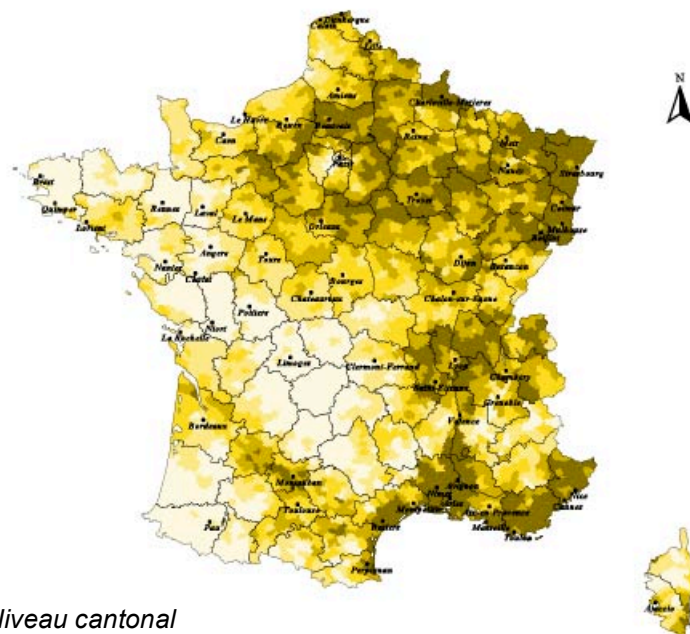
*Niveau départemental*



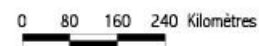
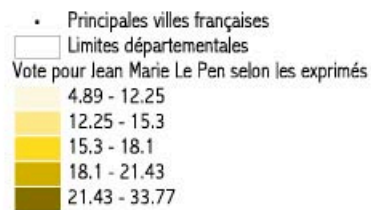
Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés

Conception et réalisation : P. Buléon, F. Loew-Pellen

**Vote Le Pen premier tour présidentielles 2002**



*Niveau cantonal*



Réalisation : Laboratoire MT.G.U.M.R. - CNRS IDEES - Université de Rouen

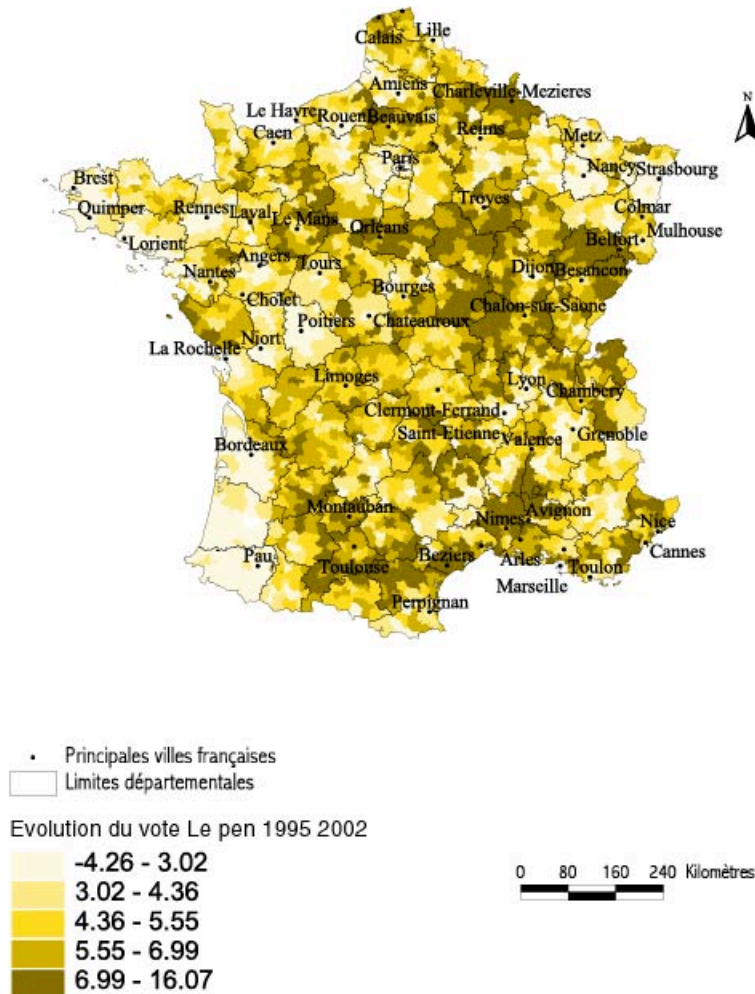


Les zones jusqu'alors les plus faibles, l'Ouest en général, le demeurent, mais il y progresse de 1 à 4 points et les départements aux marges, Sarthe et Orne par exemple, atteignent ou dépassent son score national.

Il s'est reproduit en 2002, ce qui était déjà lisible en 1995 : la structure des zones de forces varie peu mais le niveau d'ensemble monte, les points hauts aussi et les niveaux minimums montent très significativement. Cette progression par paliers s'est encore reproduite.

Si à l'échelle départementale la géographie du vote n'a que peu varié, regardée à une échelle plus fine, on y voit un changement considérable. Ce changement explique en grande partie les nouveaux gains d'électeurs.

Evolution du vote Le pen au premier tour  
entre 2002 et 1995



Réalisation : Laboratoire M.T.G. U.M.R. - CNRS IDEES - Université de Rouen

En 2002, un renversement s'est opéré : les communes dites rurales constituent le meilleur terrain du vote Le Pen ; il y recueille en moyenne 20 %, ce malgré la présence du CPNT, contre 15 % en zone urbaine.

Il n'a pas évidemment reculé en zone urbaine, il y a globalement progressé, mais il a encore plus progressé en périurbain et dans le rural. Il s'agit là de l'aboutissement d'une tendance que plusieurs d'entre nous avons signalé dès la fin des années 1980, le vote des « confins froids » de Michel Grésillon<sup>5</sup>, de la « distance aux centralités » de Jacques Lévy, du périurbain de plus en plus lointain. J'avais déjà souligné fin des années 1990, la place particulière prise par ce périurbain sans urbanité. Jérôme Fourquet, Loïc Ravenel, Michel Bussi l'ont mesuré pour 2002 : plus on s'éloigne de la ville-centre d'un bassin d'emploi ou d'un département, plus le vote Le Pen croît. On est à l'opposé d'une géographie d'un vote de la France urbaine. C'est un vote de l'étalement et du délaissement urbain, de la mal-urbanisation ... et pas seulement.

Ces géographies successives qui s'inversent presque sans détruire leur première forme, celle des zones de forces à l'échelle des départements, nous ramènent à la composition sociologique puis aux interprétations elles aussi successives.

Sa composition sociologique amplifie encore l'inflexion de 1995 : Le Pen est à la fois tous terrains de professions et catégories sociales mais il accentue son avancée dans des catégories antérieurement plus favorables à Gauche et dans d'autres acquises jusqu'alors à la Droite traditionnelle.

Ainsi, il sort largement en tête chez les ouvriers : 24 % devant Chirac et plus du double de Jospin. Cette première position était engagée en 1995, elle est significativement accentuée. Chez les ouvriers les plus jeunes de 18 à 34 ans, il monte même à 27 % quand Robert Hue est à 1 % et ne dépasse pas les 8 % chez les ouvriers de plus de 55 ans. Il sort également en tête chez les 18-24 ans avec 20 % loin devant Jospin à 12 %.

Alors qu'en 1995, il ne s'imposait pas auprès des chômeurs, il y recueille 30 %. Il conserve ses appuis (18 %) chez les commerçants, artisans et fait nouveau, il obtient 17 % chez les agriculteurs qui jusque là lui donnaient autour de 10 %, il progresse aussi dans les professions intermédiaires. Déjà antérieurement un vote tout terrain et qui une nouvelle fois progresse partout.

## **Explications successives**

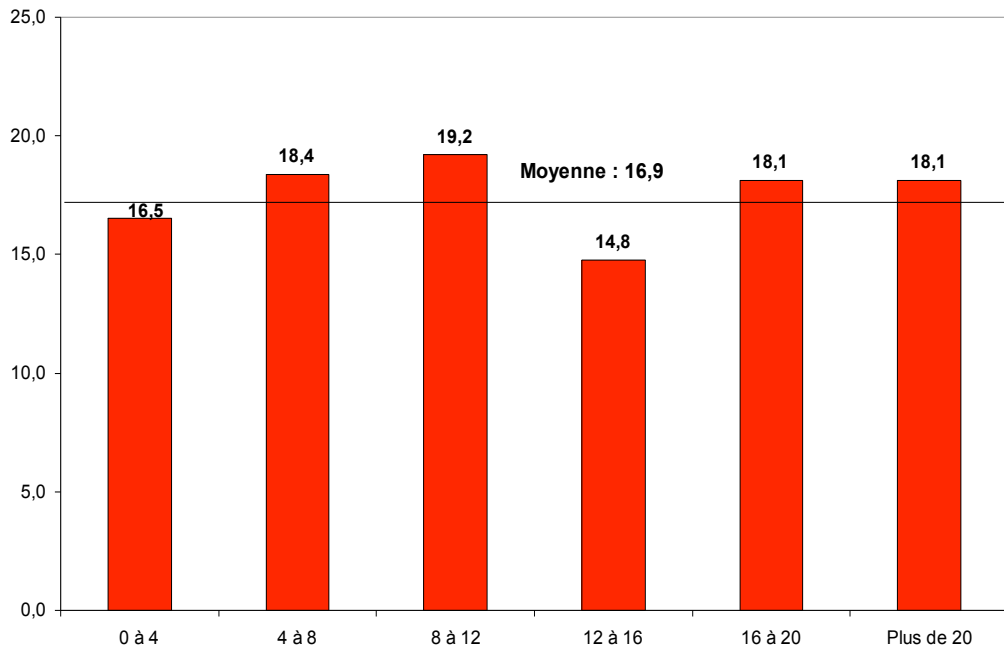
Après les géographies successives et ses contours sociologiques, revenons sur les explications du vote Le Pen.

Les premières explications à la fin des années 1980 reposaient sur la relation population étrangère/vote xénophobe. Jérôme Fourquet a mis en évidence au niveau communal en croisant présence de population étrangère et vote FN que la relation statistique ne s'imposait pas clairement.

---

<sup>5</sup> M. Grésillon, *La grande spatialité du vote d'Extrême Droite*, Données Urbaines, 1999.

## Présidentielle 2002 : Le vote FN en fonction de la proportion d'étrangers

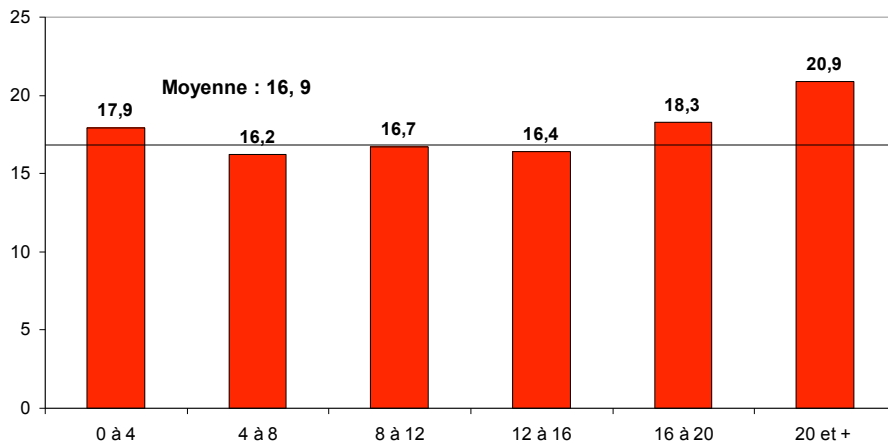


(source : CSA, 2002)

On l'avait vu sur des territoires plus restreints, la dimension xénophobe est d'évidence une forte composante du vote Le Pen, elle n'est pas directement liée à la présence d'étrangers dans la commune.

Un deuxième corps d'explication s'organisait autour du chômage et des difficultés économiques. La mise en relation en 2002, au niveau de l'ensemble des communes françaises, du taux de chômage et du vote FN apparaît un peu plus corrélé, sans que la relation soit très forte.

## Présidentielle 2002 : le vote Le Pen en fonction du taux de chômage dans la commune



(source : CSA, 2002)

Ne prenons pas plus avant des explications mono causales une à une, aucune à elle seule ne suffit, chacune entre pour une part dans une combinaison. Aucune orientation de vote n'est mono causale, celle du FN qui est par nature politique une offre attrape-tout l'est encore moins. Il coagule des contraires, parce que c'est le ressentiment, la rancœur et la peur qui font son ciment. Son explication est d'abord politique et ensuite seulement sociologique et géographique.

Les géographies du vote et son étalement sociologique et spatial ont été nourris par le contexte politique et dans ce contexte politique plusieurs éléments conjoncturels ont été exacerbés.

## Une équation politique

Les facteurs d'ordre politiques dans le vote FN sont fondamentalement déterminants. C'est d'abord et avant tout dans le contexte politique français, la capacité des grands partis à changer la réalité et à répondre aux problèmes du moment qui fait le Front National. « C'est du degré d'insatisfactions à l'égard des partis existants, et de l'image qu'offre par contraste le mouvement frontiste que dépend en dernier ressort le vote pour le FN » en dit justement Nonna Mayer. Ensuite seulement peut-on trouver des ressorts qui poussent une partie des électeurs vers le Front National, et ensuite encore voir dans les différenciations spatiales, les combinaisons sociales et spatiales qui favorisent ou qui freinent le vote FN.

Dans un contexte où à toutes les élections quelles qu'elles soient, la préoccupation première tout au long des deux décennies 1980 et 1990 a été, année après année, avec une inquiétude sourde et une angoisse grandissante plombant tout le climat de la société, le chômage, le Front National en a fait un fonds de commerce en l'associant aux peurs et aux fantasmes qui souillent le fond des opinions des sociétés et remontent par bulles quand les difficultés s'accumulent. Dans une enquête du premier tour des Présidentielles de 1995 le chômage dépasse de 20 points avec 57 % toutes les autres préoccupations de l'ensemble de l'électorat. Il atteint 1 point de plus dans l'électorat Le Pen et 2 points de plus dans l'électorat Voynet. C'est dans la préoccupation seconde que la discrimination apparaît. L'immigration qui n'apparaît qu'en 8<sup>ème</sup> rang – mais apparaît quand même – pour l'ensemble de l'électorat, talonne avec 53 % le chômage dans l'électorat Le Pen, quand c'est l'environnement qui tient cette place, 49 %, dans l'électorat Voynet. Ce créneau de l'immigration cause de tous les maux, et fonds de commerce de la croissance du Front National a été abondamment étudié depuis la fin des années 1980.

Je reprends d'abord volontiers les éléments que N. Mayer met en place de façon convaincante. Après plusieurs enquêtes et entretiens, elle associe un désenchantement avec rancœur des autres partis, un syndrome autoritaire combinant désir de punir et rejet de l'autre qui caractérise l'extrême de droite selon Théodore Adorno, un rejet des élites, sur fond de détérioration de la situation économique personnelle. De nombreuses campagnes d'entretiens font ressortir ces traits qui ne sont jamais réductibles à une ou deux variables, mais mettent en évidence des personnalités, des traits psychologiques, des trajectoires individuelles enserrées ou ballottées par des trajectoires collectives, des accidents individuels et des traumatismes collectifs, qui font émerger en interaction avec la situation politique nationale, le vote FN.

A ces éléments, j'ajouterai la crainte devant les changements de repère dans le monde, la crispation identitaire comme refuge face à la mondialisation et à la construction européenne. J.M. Le Pen dans un discours de 1984, en rassemble quelques traits saillants contre ce qu'il nomme le « cosmopolitisme » et « l'européisme » : « cette Europe dont on ne connaît ni l'étendue, ni les frontières, (qui) n'est elle-même, dans l'esprit des Eurofédérastes, qu'une étape sur la route du gouvernement mondial dont la Trilatérale ne cache pas qu'elle soit en place avant l'an 2000. Il s'agit là d'une véritable conspiration contre les peuples et les nations d'Europe et d'abord contre le peuple français et la France ». Le ressentiment face à des histoires mal acceptées comme le dit justement M. Grésillon. Histoires nationales vécues comme des défaites, des déclin, des pertes dont « le deuil n'est pas fait » selon sa formule. Ce ressentiment nourrit en Europe d'autres formations d'Extrême Droite que le Front National. Perte des empires, perte d'une position, de lieux de vie parfois, dans le cas des rapatriés d'Algérie. Frustration et ressentiment toujours. Cette crispation et des éléments de l'équation FN se retrouvent dans d'autres pays européens. Ils ont atteint ce degré de coagulation et de succès en France, précipité par le contexte politique national.

Cette équation politique est multiterrain et très composite, elle peut même être contradictoire. Le FN coagule des mécontentements et des ressentiments, pas des orientations. On y distingue même deux électorats presque distincts, les « ninistes » plus prolétaires et contestataires, et les « droitistes » plus clairement et solidement ancrés à droite.

Cette équation politique a trouvé des terreaux au fur et à mesure que les principaux partis de Droite et de Gauche laissaient sans réponses, sans objectifs et en difficultés des pans de la société française.

Aussi, dans ses géographies, que ce soit au début dans les concentrations urbaines ou aujourd'hui dans le périurbain très lointain, ce n'est pas vraiment ni de la France urbaine dont il s'agit, ni de la France rurale. Ce sont des morceaux de France où l'urbanité n'existe pas ou peu, quand les systèmes de cohésion antérieurs n'existent plus. Ce sont des fractions de population qui se sentent « à côté » d'un train en marche.

Les confins froids comme les banlieues chaudes n'ont rien d'une simple métrique spatiale. Elles sont l'expression d'une « inintégration » : les pertes et les marques d'une urbanisation. Cela rend bien compte d'une partie de la réalité de l'étalement urbain : une situation subie par des fractions de la population souvent démunies à plusieurs égards, aux marges dans tous les sens du terme du développement de la société.

## **Le bonus conjoncturel de 2002**

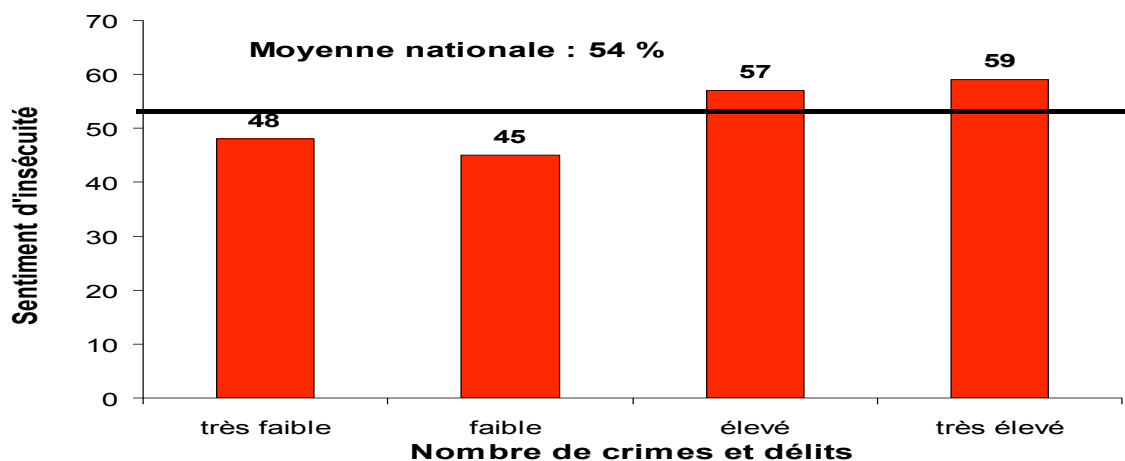
L'équation politique de fond s'est trouvée considérablement amplifiée par des facteurs conjoncturels qui ont tous facilité le nouveau « meilleur score » de J.M. Le Pen : l'insécurité et surtout sa perception et la place que lui ont accordée les médias, la situation – répétée – provoquée par la cohabitation de deux sortants, l'impact profond et diffus de l'après 11 Septembre joint aux interrogations sur la construction européenne et le devenir de la France.

## L'insécurité, jouet des médias

L'insécurité s'est trouvée au fur et à mesure des mois placée en une position centrale de la politique française. Les médias en ont fait un foisonnant feuilleton quotidien ou hebdomadaire et cela bien au-delà des titres habitués à ce genre. Dans un emballement et un mimétisme qui caractérise la course à l'audience de nos médias actuels, aucun n'a voulu être absent de ce terrain qui attire et fait vendre.

La multiplication des actes de petite délinquance et d'incivilités est une réalité qui empoisonne le quotidien et qui a été longtemps négligée. Cela a sans doute donné naissance à un sentiment d'insécurité croissant. Plusieurs enquêtes attestent de la relation entre nombre de crimes et délits et niveau de sentiment d'insécurité, au moins avant l'automne 2001.

**Novembre 2001 : le sentiment d'insécurité en fonction du nombre de crimes et délit pour 1 000 habitants dans le département (chiffres 2000)**



(source : Ministère de l'Intérieur, état 4001, 2002)

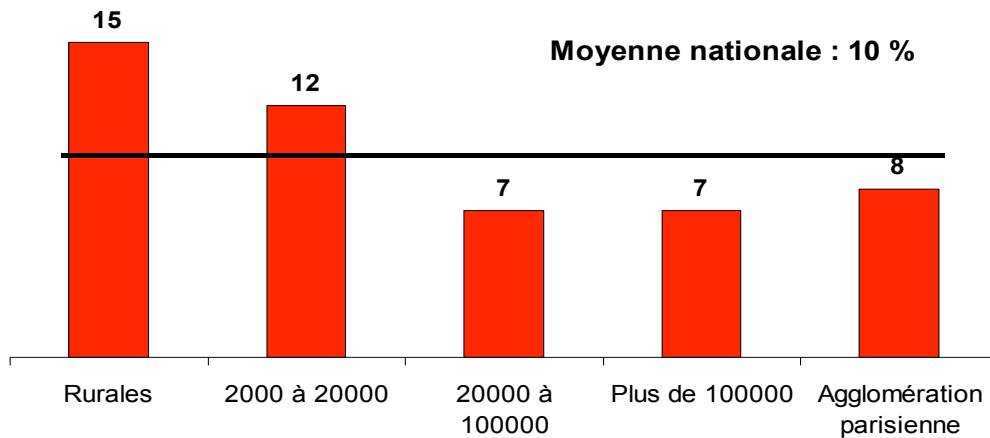
Ce sentiment s'est diffusé au-delà des zones les plus directement concernées : ainsi 48 % des personnes résidant dans les départements enregistrant les plus faibles taux de délinquance se sentaient souvent ou de temps en temps en insécurité. De la même façon, si 55 % des habitants des agglomérations de plus de 100 000 habitants déclaraient ressentir l'insécurité, 48 % des ruraux se disaient dans la même situation<sup>6</sup>.

Cette diffusion dans des zones relativement ou vraiment tranquilles, l'intensité et la prégnance de la préoccupation ne peuvent pas ne pas être mis en relation avec la frénésie médiatique sur le sujet, égrenant violences urbaines avec voitures en feu et agressions individuelles. Ainsi les « violences urbaines » ont diffusé des peurs dans les zones les plus rurales à un niveau très important, quasiment au double de l'agglomération parisienne.

<sup>6</sup> Source : sondage CSA sortie des urnes 21 avril 2002, échantillon 5 352 personnes.



### Evocations des "violences urbaines" par les interviewés



(Source : Ministère de l'Intérieur, état 4001, 2002)

Tous les entretiens d'après le premier tour dans le périurbain lointain, nos « confins froids », faisaient ressortir ce motif de vote Le Pen : « Il ne s'est encore rien passé chez nous, mais quand on voit ce que l'on voit à la télé, on craint que ça vienne chez nous ... ».

Dans notre société où les médias jouent un rôle si important, la convergence de leur battage sur des questions où la réalité se mêle à l'irrationnel conduit à fabriquer, non pas de l'opinion, mais une réaction. A l'emballlement médiatique succède l'emballlement des réactions et lorsque le champ politique s'y prête, à la cristallisation autour d'un vote. On touche là aux fragilités du système démocratique. L'expression du vote en est un élément constitutif, pour autant il n'est en rien une garantie d'expression de valeurs démocratiques.

Les partis, par vacuité de programme et faiblesses face au marketing politique, ont cru bon de laisser placer l'insécurité comme problème central de l'élection présidentielle. L'aveuglement des équipes de campagne a occulté qu'un seul pouvait bénéficier d'un tel emballlement : le vote attrape-tout coagulant les peurs, les rancœurs et le désir de punir.

### Deux sortants

La cohabitation semblait ancrée dans les nouveaux usages politiques des français. En fait, depuis le premier septennat de Mitterrand, on avait tout vu : amplification du vote Présidentielles aux Législatives (1981), alternance et cohabitation (1986), nouvelle amplification (1988), effondrement du parti du Président et chambre bleu horizon (1993), désaveu d'une dissolution et reprise de la Gauche (1997).

Après le plus long parcours au sommet de la popularité d'un Premier Ministre de la Cinquième République, Lionel Jospin a ajouté une autre exception, l'absence de présence du principal candidat de Gauche au second tour. On pourrait longuement raffiner les explications des situations qui ont conduit à ce qui, au bout du compte, n'est pas bon pour une démocratie, c'est-à-dire de se voir priver d'un vrai choix. Rappelons seulement ici l'essentiel d'une situation simple : il y avait en fait deux sortants, Jacques Chirac et Lionel Jospin qui s'opposaient. Dans le contexte politique des dernières années et en dépit des

cotes de popularité des deux responsables de l'exécutif, cette situation de cohabitation qui plait à une partie de l'électorat, déplaît aux états majors des partis, a un effet d'usure sur tous et accentue la désaffection d'une large partie de l'électorat qui se tourne vers l'abstention dont il faut rappeler les niveaux extrêmement et dangereusement élevés, et dont une partie encore se laisse attirer par un vote contre « la bande des quatre » devenu « l'établissement » vilipendé par l'excellent tribun qu'est Jean-Marie Le Pen, vieux remugle des antiparlementaires et des faux nez des pourfendeurs du système démocratique.

### **Les peurs diffuses de l'après 11 Septembre**

Le sentiment d'insécurité ne se conjugue pas seulement dans le registre de la proximité, ou plus précisément sans doute l'insécurité de proximité est exacerbée par des inquiétudes plus vastes.

La France n'a pas découvert les attentats aveugles avec les attentats du 11 Septembre aux Etats-Unis, elle les a subis périodiquement depuis 10 ans ; mais le seuil franchi avec près de quatre mille morts du World Trade Center, l'écho médiatique, encore une fois, leur passage en boucle sur toutes les télévisions, a suscité une nouvelle inquiétude sourde, diffuse. La perception qu'une nouvelle période s'ouvrirait à l'échelle internationale, que le risque pouvait être très proche, s'est insinuée, est venue s'imprimer en toile de fond des pensées. Plus au moins traumatique, cette sourde inquiétude s'est installée là aussi dans le conscient et l'inconscient. Elle est venue parfois s'ajouter à l'inquiétude pour le travail, le sien, celui des enfants, son propre avenir et le leur, qui avaient constitué les ressorts d'une crise sociale encore proche en 1995<sup>7</sup>.

L'addition de ces peurs, la perception d'un monde dangereux, de plus en plus dangereux, non seulement loin mais parfois tout proche de chez soi, la présence au monde permanente qu'imposent les lucarnes télévisuelles et neuf fois sur dix sur la présence à ce qui va mal, très mal, de par le monde est un autre facteur additionnel d'entraînement vers le vote de peur du FN. Il joue en permanence, la situation de 2001-2002 l'a considérablement amplifié.

### **Les craintes de la construction européenne**

Il n'est pas nouveau que l'équation politique comprenne les éléments les plus fermés à la différence, à l'autre, à la coopération. Dès le début même de la percée du Front National, la pernicieuse petite musique de : « A l'étranger, je préfère ma nationalité, à une autre région, je préfère mon village, à mon village, je préfère ma cousine, à ma cousine, je préfère ma sœur » trouvait écho auprès d'une population dépassant son électorat et s'insinuant dans les replis de la méfiance de l'autre.

Le FN dans son entreprise attrape-tout a toujours cherché à capter les réactions de nationalisme et de plus en plus largement les peurs identitaires.

La construction européenne est aussi bien un grand projet qu'un grand trouble : les remises en cause ultra-libérales, juxtaposées aux restructurations économiques permanentes, le déficit d'Europe sociale et politique, en même temps qu'une réglementation tatillonne, intervenant dans le quotidien. L'absence de projet social, de grande idée affirmée plus forte que le grand marché juxtaposée avec des réglementations mal perçues sur les fromages, les marchés, la chasse, les cantines, ressassent les doutes. Ces doutes amplifient

---

<sup>7</sup> Pascal Buléon, « Crise sociale, une alchimie complexe », in *Nouveaux Regards*, n° 2-3, novembre 1996.

les inquiétudes sur l'insécurité en général, dont on ne sait comment et avec l'aide de qui se protéger.

Cette dimension ne peut pas être écartée du « survote aux frontières » que l'on observe régulièrement. Il y a toujours une combinaison de facteurs, mais dans la riche Alsace, le survote ouvrier ne peut pas ne pas être mis en relation avec l'irritation de certains, que génère le pouvoir d'achat des allemands qui achètent foncier et marchandises en France. Les retombées positives sont oblitérées, demeurent la râlerie et la rancœur. L'autre n'est pas toujours maghrébin, turc ou africain. Ils peuvent s'additionner. Le mécanisme de rejet est le même pour, aux autres peurs, ajouter la crainte de la disparition de la nation et la perspective incertaine d'une Europe dont on ne sait ce qu'elle sera.

Cette amplification du vote par la conjoncture de l'élection présidentielle de 2002 n'a pu avoir cette ampleur que parce que le terreau est fertile. Les conditions sociales, idéologiques et politiques sont propices, si un habile tribun démagogue, ce qu'est Jean-Marie Le Pen, les exploite, elles donnent corps à ce vote. Si la personnalité de Le Pen a fortement joué, l'éclipse de la scission Mégret l'a montré, il serait bien vain d'imaginer que la coagulation des motivations que nous avons rappelée ne retrouverait pas un autre tribun de circonstance. Les géographies successives du vote Front National, du maintien des zones de force au renversement rural/urbain de la dernière poussée, comme l'étalement sociologique du vote expriment la capacité d'adaptation de l'équation politique du vote Le Pen. Cette équation politique peut intégrer de manière plus durable des traits qui sont apparus dans la conjoncture 2001/2002. Ils accentueraient la nouvelle géographie du vote apparue en 2002. C'est sur le plan du politique que l'équation peut être modifiée, le vote réorienté, la résistible ascension endiguée. Les géographies et les contours sociologiques du vote FN s'en trouveraient à nouveau changés.